

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
44200 Nantes

Nantes, le 21/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



GRANDJOUAN SACO

52 quai Emile Cormerais
44800 ST HERBLAIN

Références : N3-2022-0740

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2022 dans l'établissement GRANDJOUAN SACO implanté 52 quai Emile Cormerais 44800 ST HERBLAIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée suite à l'incendie qui s'est déclaré au niveau du stockage extérieur de déchets verts le lundi 18 juillet 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANDJOUAN SACO
- 52 quai Emile Cormerais 44800 ST HERBLAIN
- Code AIOT dans GUN : 0006302579
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société GRANDJOUAN SACO exploite, sur le site de St-Herblain, des installations de compostage, de fabrication de supports de culture normalisés et de fabrication de biomasse.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion de l'incendie du 18 juillet 2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2-Aménagement de la plate-forme	Arrêté Préfectoral du 22/02/2016, article 8-1-1	/	Sans objet
3-Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/02/2016, article 7-2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1-Rapport d'accident	Arrêté Préfectoral du 22/02/2016, article 2-5	/	Sans objet
4-Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 22/02/2016, article 7-4-2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un incendie s'est déclaré sur le site de St-Herblain le lundi 18 juillet 2022 vers 12h15 au niveau du stockage extérieur de déchets verts.

Le SDIS est intervenu rapidement sur le site, ce qui a permis de limiter l'étendue de l'incendie à un volume d'environ 1800 m3 de déchets verts en attente de broyage.

En application de l'article R512-69 du code de l'environnement et de l'article 2-5 de l'AP du 22-02-2016, un rapport d'accident sera établi par l'exploitant et transmis à l'inspection des installations classées.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en oeuvre.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : 1-Rapport d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2016, article 2-5
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : Un incendie s'est déclaré sur le site de St-Herblain le lundi 18 juillet 2022 vers 12h15 au niveau du stockage extérieur de déchets verts. L'incendie s'est très vite propagé à une partie du stockage au vu des conditions météorologiques (vigilance rouge canicule) et des caractéristiques des déchets verts stockés (très secs). Les moyens internes de protection contre l'incendie (extincteurs ; RIA) n'ont donc pas pu être mis en œuvre. Le responsable d'exploitation a alors alerté le SDIS qui est intervenu rapidement sur le site. L'incendie a été limité à un volume d'environ 1800 m3 de déchets verts en attente de broyage. Les moyens mis en œuvre ont permis que l'incendie ne se propage pas aux autres déchets stockés, aux bâtiments et à la végétation externe au site (en particulier, située le long de la voie ferrée). L'inspection des installations classées a été informée par l'exploitant vers 14h15 et s'est rendue sur place vers 15h30. Les opérations d'étalement des déchets et d'arrosage étaient en cours. Lors de la visite, il a été constaté des fumées d'incendie blanches et moyennement denses, se dirigeant vers l'ouest (vent de secteur est). Le SDIS a précisé que l'incendie était maîtrisé vers 16h30 et est resté sur place jusqu'à 19h30. Il est réintervenue à 3 reprises pendant la nuit (vers 23h30, 01h00 et 06h00 suite à des reprises de flammes). Une surveillance permanente du site a été mise en place par l'exploitant. Les eaux d'extinction ont été confinées au niveau du site et majoritairement absorbées par les déchets. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le rapport d'accident en application de l'article R512-69 du code de l'environnement et de l'article 2-5 de l'AP du 22-02-2016.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 2-Aménagement de la plate-forme

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2016, article 8-1-1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention
Prescription contrôlée : L'activité de tri / broyage est réalisée sur l'aire de stockage des matières entrantes d'une superficie d'environ 3700 m ² . Le stockage est réalisé en andains séparés par des voies de 3 mètres de largeur. Sur le pourtour de la zone, une distance de 4 mètres est laissée libre d'accès. Ces délimitations sont identifiées sur site. La hauteur maximale des andains est de 5 mètres.
Constats : Lors de la visite, il a été constaté le respect de la distance de 4 mètres sur la périphérie de la zone et une hauteur de stockage de déchets verts inférieure à 5 mètres (de l'ordre de 3 mètres). Par contre, les échanges avec l'exploitant n'ont pas permis de s'assurer que le stockage est réalisé en andains séparés par des voies de 3 mètres de largeur. L'exploitant présente les dispositions mises en place pour respecter les aménagements prescrits au niveau de la zone de stockage des déchets verts. L'inspection des installations classées a rappelé l'importance de ces dispositions pour éviter la propagation d'un incendie à l'ensemble des déchets verts stockés.
Observations : Dans l'étude des dangers établie en 2015 dans le cadre du dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant actualisation des activités de la plate-forme de compostage, des dispositions d'organisation des stockages (en particulier, îlotage du stockage de déchets verts) sont précisées afin que les effets thermiques supérieurs à 3 kW/m ² lors d'un incendie soient contenus dans les limites de propriété du site. Dans la modélisation FLUMILOG jointe, la zone est séparée en 4 îlots ; la largeur d'un îlot est au maximum de 35 mètres et sa longueur de 22 mètres. Un espace de 3 mètres entre 2 îlots est également pris en compte. L'exploitant met en œuvre ces dispositions organisationnelles dans l'aménagement de la zone de stockage de déchets verts.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 3-Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2016, article 7-2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens nécessaires d'alerte des services d'incendie et de secours ainsi que de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : (...) - deux bornes d'incendie en limite de propriété du site et une troisième à environ 250 mètres du site. Ces 3 équipements permettent de disposer de manière simultanée d'une quantité d'eau d'au moins 138 m3/h pendant 2 heures à une pression de 1 bar.
Constats : Les services d'incendie et de secours ont fait état, en début d'intervention, de débits d'eau insuffisants pour faire face à l'incendie. L'exploitant s'assure que les poteaux d'incendie présents à proximité du site permettent de disposer d'un débit d'au moins 138 m3/h de manière simultanée sous une pression d'un bar. Il transmet les justificatifs correspondants. L'exploitant analyse ce point dans le rapport d'accident et s'assure que les débits prescrits sont suffisants pour faire face à ce type de situation (en appliquant les dispositions du guide technique D9).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 4-Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2016, article 7-4-2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a précisé que le confinement des eaux d'extinction est assuré au niveau des lagunes de récupération des eaux de ruissellement et de la zone à proximité et que la vanne de confinement a été fermée conformément aux procédures applicables en cas d'incendie. L'exploitant a précisé qu'une mesure de la qualité des eaux d'extinction collectées sera réalisée avant rejet de ces eaux. L'exploitant transmet les résultats de ce contrôle. Par ailleurs, l'exploitant confirme que toutes les dispositions permettant de confiner un volume de 415 m3 d'eaux d'extinction au niveau du site définies dans l'étude des capacités de rétention d'eau d'incendie établie en mars 2017 ont été mises en place (merlon à créer, trottoir à réhausser, surverse à créer et obturateur à installer).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet